VOUS FOUTEZ-VOUS DE NOUS.

ADRESSE

DES

BRAVES SANS-CULOTTES,

A

LA CONVENTION NATIONALE.

LÉGISLATEURS,

Pénétrés de la plus vive douleur à la vue des haines et des dissentions qui règnent parmi vous, les Sans-Culottes vont ici, avec leur énergie ordinaire, vous reprocher vos lenteurs, votre inexac-

titude, votre inaction, et vous prouver que vous vous foutez de nous.

Nous vous ordonné de nous faire une constitution, de pourvoir à nos besoins, et de sauver la patrie. Que faites vous pour remplir votre mission? Il semble que vous tentez tous les moyens d'allumer la guerre civile et de propager l'anarchie.

Tout le temps de vos séances n'est employé qu'en de vaines dénonciations, en de vaines réponses à ses dénonciations. Vous nous dites éloquemment que Robespierre veut être Dictateur. Vous excitez contre lui la vindicte public. — Vous tapisssez les rues de la capitale de placards dans lesquels vous vous menacez les uns et les autres. De bonne foi, est-ce là le rôle sublime que doivent jouer des législateurs? Que nous importe que Robespierre ait voulu être dictateur, ou qu'il ait voulu élever *M*arat à cette dignité, ne savez-vous pas que nous vous avons dit que nous ne voulions plus de maître. Vous vous dites que ce Marat est un homme de sang qui ne cesse d'exciter le peuple au meurtre et



au carnage. Vous avez une haute opinion du peuple! Quoi vous pensez qu'un Marat exciteroit le peuple au carnage. Allons, vous vous foutez de nous.

Apprenez que le peuple est juste, et que quand vous réuniriez tous pour lui commander l'injustice, il sauroit vous punir de votre audace. Passons à vos décrets.

Depuis deux mois et plus que vous êtes assemblé, qu'avez-vous fait? vous avez décrété la déchéance du Roi. Vous avez métamorphosé la monarchie en république, et vous avez comblé nos vœux. Dès-lors nous espérions la tranquillité et la paix, et nous remerciions la divinité de nous avoir si bien éclairé sur le choix que nous avions fait : notre bonheur n'a pas été de longue durée. Tout-à-coup l'esprit de vertige s'est emparé de vous. Ce roi perfide devait être puni de ses forfaits, c'étoit l'espoir de tous les français, et depuis deux mois, vous n'avez pas encore décidé s'il devoit être jugé.

Vous aviez décréré que vos séances commenceroient à neuf heures, et que tous les jours vous emploiriez deux heures au jugement du roi. Eh bien, avez-vous exécuté ce décret, non, puisqu'à onze heures il n'y a jamais que cinquante députés dans la salle. Messieurs, croyez-nous, il faut prêcher d'exemple. Un honorable membre, qui s'ennuyoit probablement de se lever si matin, a donc fait décréter, à votre grand contentement, que vous employeriez deux séances par semaine à ce fameux procès, et l'autre décret est tombé en désuétude. Vous croyez nous endormir encore long-tems, mais croyez-nous, le peuple s'apperçoit que vous vous foutez de lui.

Vous dites que la constitution l'a rendu inviolable; l'avons-nous sanctionné cette constitution? Non, puisque nous venons de l'abolir. En vain nous parlez-vous des autres nations. Nous voulons, et nous avons toujours voulu, qu'aucun, dans la république, ne soit au-dessus de la loi. Il y auroit même de la cruauté à ne le point juger. Le roi est, ou coupable ou innocent. Dans ce dernier cas, devez

vous le tenir emprisonné; ne doit-il pas au contraire jouir comme vous des bienfaits de la liberté et de l'égalité.

Ne vos foutez-vous pas de nous lorsque vous nous dites que Paris et la france entiere sont menacés d'une famine et qu'il faut acheter des blés chez l'étranger. Nous croyez-vous assez sots de croire qu'après une récolte aussi abondante que la derniere nous soyons obligé d'aller emprunter chez l'étranger, ce qu'il est presque toujours obligé de nous demander. Nous savons cependant très-bien que la clique des accapareurs en a des magasins énormes à Gersey et dans d'autres endroits. Mais nous savons aussi qu'il nous en reste encore beaucoup plus qu'il ne nous en faut; forcez donc, par un décret rigoureux, les gros propriétaires, les gros fermiers, et tous ceux qui tiennent des magasins de cette denrée de premiere nécessité, d'ammener leur blé au marché. Taxez-en le prix suivant les différentes qualités et mettez-le dans des magasins qui seront sous votre surveillance directe.

Vous allez sans doute nous objecter que ce

seroit aller contre le système de liberté que vous avez établi.. Nous allons prouver au contraire, qu'en ne le faisant pas, vous anéantirez pour toujours la liberté et l'égalité. En effet une centaine de particuliers qui accapareroient toutes les productions de l'empire, pourroient très-facilement remettre la nation sous le joug, en lui donnant ou lui refusant des nourritures. Il n'y auroit donc par conséquent que cette portion d'hommes-là qui seroient libres. Vous n'ignorez certainement pas que c'étoit là la politique infame des tyrans qui, pour se faire aimer du peuple, diminuoient, au besoin, le prix du pain, ce qu'ils faisoient assez ordinairement, avant que de les charger de nouveaux fers, parce que, disoient-ils, la canaille ne crie plus lorsqu'elle a du pain.

On vous dit que Paris n'a pas de provisions pour un mois, et vous restez dans l'inaction. Qui avez-vous chargé de pouvoir à la subsistance de cette grande ville, des boulangers, des misérables, qui, conjointement avec Necker; ons sascité une famine épouvantable, en 1789, dont nous n'avons

jamais trouvé d'exemple dans l'histoire d'aucun peuple.

Législateurs, nous vous le répétons, il est temps que vous mettiez ordre aux accaparements, que vous en punissiez rigoureusement les auteurs, car votre négligence commence à nous faire croire que plusieurs d'entre vous sont les chefs ou les complices de cet infâme trafic. Et quand le peuple soupçonne, il voit presque toujours ses soupçons se tourner en réalité.

Nous avons cru de notre devoir de vous avertir, et de vous prévenir que nous serions au désespoir d'être obligé de faire éprouver à la convention nationale le même sort qu'à l'ancienne municipalité. —— Nous connoissons les principaux accapareurs; nous voulons bien par grace ne point les nommer ici, persuadés que rentrés en eux-mêmes, à vue des malheurs où ils vouloient précipiter la république, ils seront les premiers à faire droit à cette demande.

Si notre pétition n'a pas le succès que nous avons le droit d'en attendre, Alors nous en ferons une nouvelle qui sera la derniere, dans laquelle nous dévoilerons tous les traîtres qui, sous le masque du patriotisme. veulent renverser le saint édifice de la liberté et de l'égalité. Et alors nous verrons si vous vous foutrez toujours de nous.

Paris, ce 28 novembre, 1792,

L'an premier de la république française.

De l'Imprimerie des Sans-Culottes,
rue Mouffetard.